



PNUD Togo Newsletter

N°07 - Mai 2017

ATTEINTE DES ODD : LE TOGO VEUT FAIRE UNE MUE TOTALE

Comment le Togo pourrait-il « transformer sa gouvernance et son administration publique pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable ? ». La question préoccupe les autorités au plus haut niveau. Sous l'égide du Premier ministre, Komi Selom Klassou, un séminaire a rassemblé du 16 au 18 mai 2017 la quasi-totalité des ministres ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile, et des hauts cadres de l'administration publique.



Appuyé par des experts du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'UNDESA, le Département des affaires économiques et sociales, la rencontre se veut un cadre de

réflexion et d'échanges pragmatiques en vue d'asseoir les bases d'une gouvernance transformationnelle pour l'atteinte des ODD au Togo.



« Ce séminaire ne doit pas être une rencontre de plus » a averti M. Klassou. Il doit permettre à l'administration publique de rompre avec la routine pour devenir pragmatique et tourner vers l'avenir. « Il s'agit véritablement, de passer d'une administration de moyens à une administration de missions et donc de résultats » a-t-il dit, ajoutant attendre au terme des travaux, « une feuille de route claire et précise des conclusions et recommandations » en vue de permettre au Togo d'optimiser les performances de son administration publique pour un développement durable.



« Vous devez rêver grand » a dit Dr John-Mary Kauzya, Directeur général des capacités de l'administration publique à l'UNDESA lors de sa communication sur « le développement du leadership transformationnel pour un développement durable ». Pour lui, « il ne suffira

pas d'énumérer les structures organisationnelles mises en place pour mettre en œuvre les ODD, sans approfondir les dispositions légales, les réajustements en valeurs, les systèmes et les normes de la société ainsi que les comportements, qui au fil du temps, renforceront les ODD dans la société togolaise ». L'accent doit être aussi mis sur l'intégration à tous les niveaux du développement durable ainsi qu'un système de coordination de cohérence des diverses composantes afin de « ne laisser personne derrière » a-t-il déclaré.

« Les ODD sont une véritable opportunité de sortir de la trappe de la pauvreté » a expliqué Mansour Ndiaye, expert basé au centre de service du PNUD à Addis Abeba. Il a salué les efforts du Togo en matière d'intégration de ces objectifs au nouveau Plan National de Développement (PND) pour la période 2018-2022. D'autres sous thèmes ont été développement par les différents acteurs étatiques, de la société civile et du secteur privé. Il s'agit notamment des questions liées à la gouvernance locales, l'approche inclusive et participative de la société civile et du secteur privé dans le développement durable, le rôle des TIC dans la transformation de la gouvernance et des services publics, etc.



Malgré une croissance moyenne d'environ 5% l'an et une baisse de l'incidence de la pauvreté estimé à 55,1% en 2015, de nombreux défis restent à relever. Le Togo a tiré les leçons de la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en se dotant d'un Programme national de renforcement des capacités et de modernisation de l'Etat pour le développement durable (PNRCME-DD) s'est

félicité le ministre de la fonction publique, Gilbert Bawara. Un programme qui commence à générer des fruits en outillant les hommes et les femmes qui animent les institutions et pilotent l'agenda de développement du pays. La Coordinatrice

résidente du Système des Nations Unies au Togo Mme Khardiata Lo Ndiaye, a de son côté réitéré l'engagement des Nations à accompagner le Togo sur la voie de son développement intégré et durable.

LE CAUCUS DES FEMMES PARLEMENTAIRES RATISSE LARGE POUR DISSEMINER LES TEXTES JURIDIQUES

“Au décès de notre père, je n'ai pas eu droit à l'héritage parce que chez moi, la tradition veut que la femme n'hérite pas au même titre que les hommes. Les terres ont été partagées entre mes frères. Aujourd'hui je peine à trouver un lopin de terre pour cultiver et vivre” raconte avec amertume dame Akouwa, la soixantaine accomplie. Dans cette salle archi-comble, plusieurs femmes ont répondu à l'appel du caucus des femmes parlementaires de l'Assemblée nationale du Togo.



Grace à l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce regroupement de femmes leaders parlementaires a pris l'initiative d'aller à la rencontre des femmes et des populations pour partager avec elles les contenus du nouveau code des personnes et de la famille ainsi que le code pénal révisé votés en 2015. "Les textes

de loi, une fois votés franchissent difficilement les portes de l'hémicycle pour être portés à la rencontre du citoyen lambda, à ceux et celles qu'ils protègent mais également à ceux et celles qui sont chargés de leur application au quotidien" explique Mme Mémounatou Ibrahima, Présidente du caucus des femmes parlementaires et 2^{ème} vice-présidente de l'Assemblée nationale. Après la région de la Kara, l'année dernière, c'est autour des 7 préfectures de la région maritime de bénéficier de ces séances au cours desquelles ces textes juridiques sont expliquées au public dans un langage clair et accessible, en français tout comme en langue locale. A termes, ce sont toutes les 39 préfectures du pays qui seront sillonnées

Une opportunité d'être plus proche de ces populations dont certaines sont des victimes résignées des injustices, des violences et des conflits. C'est d'ailleurs pour cette raison que les autorités administratives, judiciaires de la localité visitée ainsi que les chefs traditionnels sont mis à contribution et sensibilisés. "Je vous félicite vivement pour cette initiative fort louable qui concourt à l'ODD 5 "égalité des sexes" et l'ODD 10 "réduction des inégalités" au cœur de l'agenda du PNUD" a dit la Représentante du PNUD, Mme Khardiata Lo Ndiaye qui a pris part à la session de lancement à Tsévié, ville située à 35 km au nord de la capitale Lomé.

Le caucus des femmes parlementaires s'appuiera également sur les comités locaux de paix installés avec l'appui du PNUD dans les préfectures dans le but de pérenniser cette action à travers un mécanisme d'alerte précoce dans la prévention des violences et abus à l'égard des femmes et des filles afin que « la femme togolaise puisse jouer pleinement son rôle d'actrice du développement notamment dans la prévention des conflits, la médiation et la résolution des conflits dont ceux à caractère social » a ajouté Mme Lo Ndiaye. Au Togo, sur les 91 députés que compte l'Assemblée nationale, seules 17 sont des femmes soit une proportion de 17,58%.



QUEL AVENIR POUR LES TERRES CULTIVEES EN PERDITION DANS LE NORD DU TOGO ?

Au nord du Togo, dans la région des savanes, la dégradation des terres cultivées est un véritable casse-tête pour les populations rurales. Toutefois des solutions peu coûteuses et accessibles existent. Allons à la découverte du système vétiver, une plante herbacée tropicale très efficace pour ralentir et épandre les eaux de ruissellement, réduire l'érosion du sol, en conserver l'humidité et retenir les sédiments et produits chimiques agricoles in situ.



Repiquage du vétiver lors de la formation dans une parcelle d'un membre de la coopérative Gbadou-Man (Photo Lenne

En 2009, SADED, une ONG locale a entrepris de tester l'efficacité de ce système dans sa ferme d'apprentissage à environ 4 km au nord de la ville de Dapaong. « Toute la superficie de la ferme (2 hectares) a été subdivisée en carrés de 25 m x 25 m bordés de haies de vétiver planté à une densité de 10 cm » explique Noigue Tambila Lenne, Ingénieur agro-zootechnicien et Coordonnateur des programmes de la structure.

Les résultats obtenus en termes d'impact de la conservation des sols sont assez impressionnants. « En 2008 avant la mise en place des haies de vétiver, le rendement enregistré en maïs était de 750 kg / ha avec

une dose de fumure minérale de 200 kg / ha (150 kg de NPK et 50 kg d'urée). Trois (3) ans plus tard en 2012, le rendement s'est élevé à 1 100 kg / ha. Et en 2015, le rendement a atteint 2 700 kg / ha avec l'utilisation du compost » raconte-t-il avec fierté.

Faire profiter à tous

Fort des résultats obtenus, le système vétiver a été proposé en 2014 à la coopérative GBADOU-MAN de Nadjoundi comme alternative pour une protection durable de leurs terres grâce au soutien financier du

Programme de micro financement du Fonds pour l'Environnement mondial (PMF / FEM). 33 agents endogènes dont 12 femmes appelés "comités vétiver" ont été formés à l'utilisation du système. En 2 ans, 150 ha de terres cultivées ont été protégés par 290 producteurs dont 136 femmes.

Le président de la coopérative raconte qu'en 2 ans grâce au système vétiver, il a récupéré une parcelle de 0,50 ha sur laquelle aucune production n'était possible depuis quelques années.

Pour un membre du comité vétiver, en plus de la protection de son champ, il n'achètera plus de la paille pour la toiture de ses cases car, il en récolte sur les lignes de vétiver en fin de campagne, de la bonne paille qu'il pourrait revendre plus tard pour se faire de l'argent. Une femme, autre membre du comité dit que les repousses de vétiver constituent « un bon fourrage pour leurs animaux qui ne vont plus loin chercher de la nourriture et donc il y a moins de risque de les perdre ».



Dans cette région où la pluviométrie baisse d'année en année en raison des phénomènes liés au changement climatique, l'utilisation de cette technique est un bon moyen pour la conservation des sols et de la pression exercée sur les terres. En vingt ans (1970 à 2000), la densité rurale dans la région des Savanes a augmenté à plus de 107% passant de 69 à 155.

« En l'état actuel, il faut conscientiser nos populations face à la perte des terres arables plutôt que d'encourager l'augmentation des doses de fumures chimiques pour accroître les rendements » prévient Lenne. « Nos pratiques culturales inappropriées sont la cause essentielle de cette dégradation. Et le système vétiver est pour l'instant, la meilleure alternative à portée de toute main pour sauver nos terres en perdition » estime-t-il.



OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



PORTRAIT

RALUCA BESLIU, VOLONTAIRE ONU INTERNATIONALE, CHARGÉE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES PARTENARIATS AU SEIN DE L'ANVT



J'ai commencé mon travail en tant que Volontaire des Nations Unies fin décembre 2016. Je suis intégrée à l'Agence nationale du Volontariat au Togo (ANVT) en mettant l'accent sur la mobilisation de ressources privées et internationales pour appuyer le programme. Mon objectif principal dans ce rôle est de voir autant de jeunes Togolais que possibles placés dans des postes volontaires qui leur permettent de développer leurs compétences professionnelles et leurs connaissances ainsi que de contribuer au développement durable de leur pays.

Certains des projets que je mène actuellement ont déjà commencé à apporter des résultats. À la suite de mon travail avec un professeur togolais de Rowan College aux États-Unis, nous

enverrons un togolais pour être professeur adjoint pour une année universitaire. La personne obtiendra des connaissances interculturelles substantielles et aura la possibilité d'échanger avec

ses pairs dans son domaine, ce qui lui permettra de retourner au Togo, une grande quantité de compétences qu'il pourra communiquer avec ses collègues et étudiants ici. Nous espérons que cet

échange sera annuel, de sorte que d'autres professeurs togolais auront l'occasion d'enrichir leurs compétences aux États-Unis. Un autre partenariat que j'ai pu lancer est celui de la Délégation Européenne au Togo. Ensemble avec leur équipe incroyable, j'ai écrit et soumis une proposition de webinaire sur le travail de l'ANVT pour les Journées Européennes du Développement, organisées chaque année par la Commission Européenne pour amener la communauté de développement à partager des pratiques et des idées afin d'inspirer de nouveaux partenariats et des innovations solutions. Ce sera une occasion extraordinaire pour l'ANVT d'exposer son travail et ses résultats ainsi que d'établir d'autres partenariats internationaux. La présentation aura lieu le 7 juin.

Dans le même temps, nous

avons organisé avec la Délégation une réunion en mars avec les organismes sans but lucratif et les cantons qu'elle soutient, les encourageant à demander des bénévoles pour leurs projets, s'ils sont intéressés, dont les dépenses financières seraient couvertes par la délégation européenne. Finalement, la Délégation Européenne, après des discussions avec le ministère de la Planification et du Développement, envisage d'implanter environ 50 bénévoles dans leurs projets bilatéraux.

Nous poursuivons également les dernières étapes d'un partenariat avec Cross roads International, une organisation canadienne de développement basée à Toronto et à Montréal, pour envoyer plusieurs volontaires togolais spécialisés dans le domaine agricole au Canada. Nous explorons également la

possibilité de créer un « projet de réflexion », avec des volontaires canadiens venant au Togo et en association avec des volontaires nationaux, afin d'échanger leurs connaissances et leurs compétences.

J'ai proposé l'idée de créer une plaquette sponsor et j'ai aidé l'équipe de communication à le mettre ensemble. La plaquette, en français et en anglais, souligne les réalisations de l'agence, tout en demandant de soutien financier pour nos projets. La plaquette est en train d'être imprimé et commencera à être distribué à tous nos partenaires, une fois prête.

D'autres partenariats très intéressants sont en cours de développement, notamment avec Peace Corps, Handwerkskammer et Handicap International.

